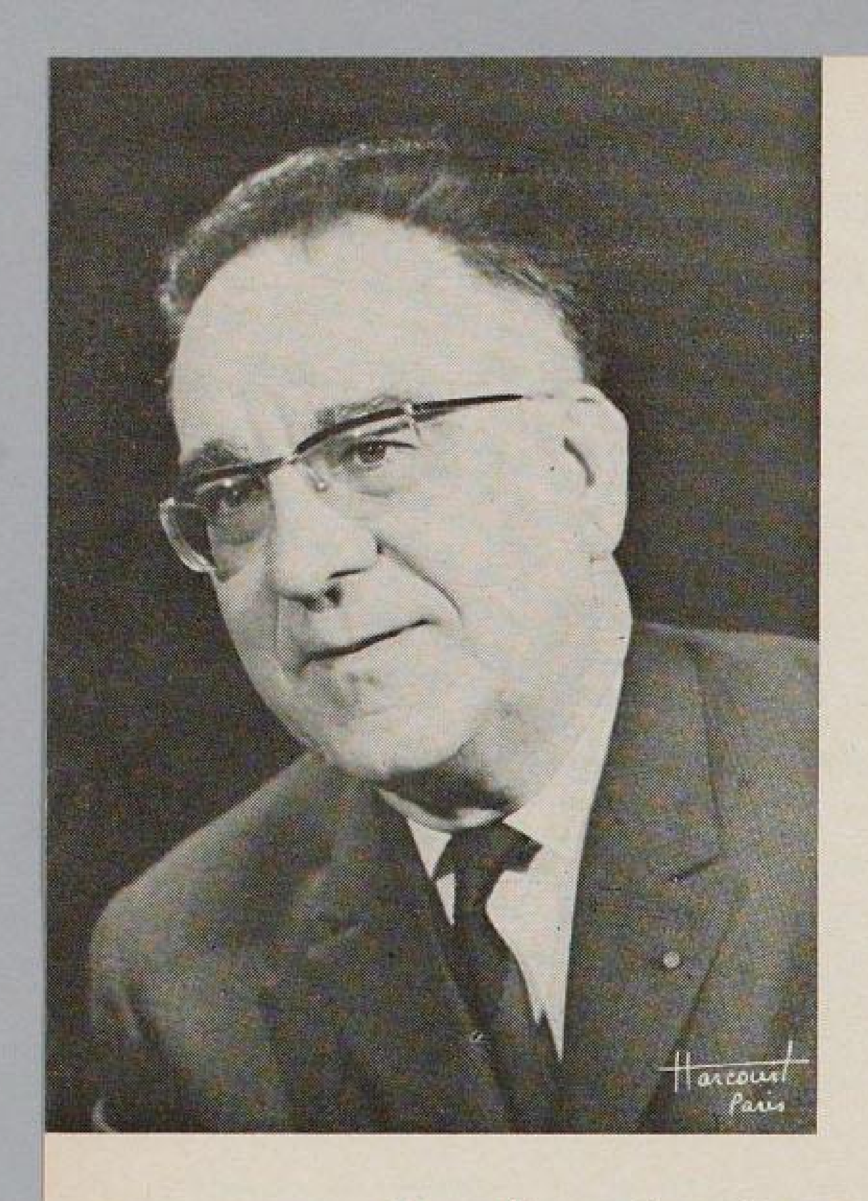


République Française - Département de la Seine-Maritime - 2me Circonscription

Élections Législatives - Scrutin du 4 Mars 1973

L'UNION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE

(Parti Socialiste et Radicaux de Gauche)

présentent

TONY LARUE

Expert-Comptable breveté par l'Etat
Expert inscrit près la Cour d'Appel et les Tribunaux
Conseiller Départemental de l'Enseignement Technique
Membre Fondateur Libération-Nord
Membre du Parti Socialiste depuis 1922
Maire de la Ville de GRAND-QUEVILLY
Conseiller Général du Canton de GRAND-COURONNE
Membre de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale
Officier de la Légion d'Honneur
Croix du Combattant
Médaille du Combattant Volontaire de la Résistance
Médaille de la France Combattante
Chevalier de la France Combattante
Chevalier des Palmes Académiques
Médaille de la France Combattante
Chevalier du Mérite Social
Député sortant élu en janvier 1956, réélu en 1958, 1962, 1967 et 1968.

Travailleur infatigable : Tony LARUE, fils d'un Agent des Douanes, orphelin très jeune, a fait sa situation professionnelle et sociale « à la force du poignet ». Chacun le sait, tandis que lui-même n'ignore rien des difficultés des familles laborieuses.

Administrateur éprouvé : Il a été élu Maire de GRAND-QUEVILLY pour la première fois en 1935 (et révoqué par le Gouvernement de VICHY). En trente-huit années de mandat, il a transformé, modernisé la Ville et conquis la haute estime de ses concitoyens. 6 000 logements sont bientôt achevés et 3 900 autres programmés d'ici à 1979. Tous les équipements collectifs se développent pour répondre aux besoins d'une population qui atteindra bientôt 60 000 habitants.

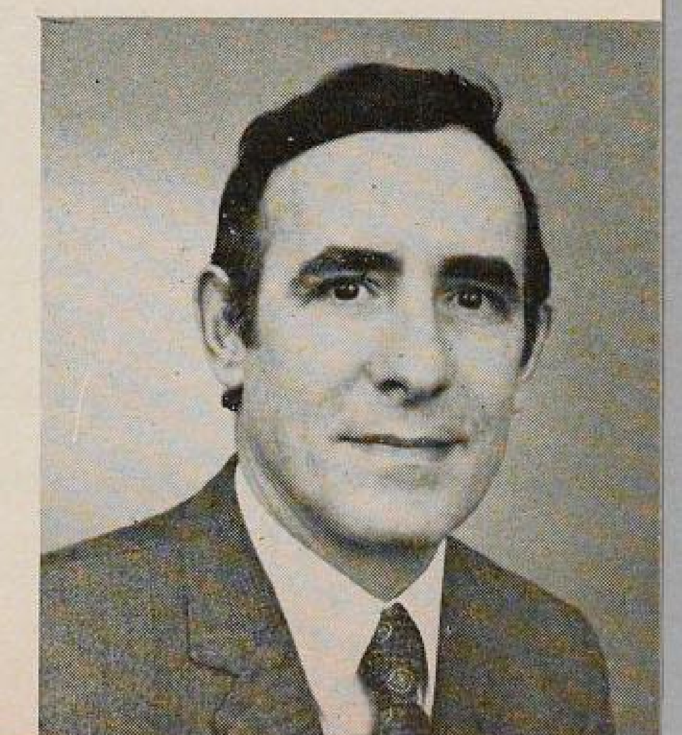
Conseiller Général écouté : Tony LARUE s'est montré soucieux de l'équipement des communes du canton de GRAND-COURONNE et, plus généralement, d'une saine gestion des finances départementales.

Parlementaire actif : Il a soutenu sans défaillance, depuis dix-sept ans, les grandes idées de justice sociale, de liberté et de paix. Chaque fois qu'ils le lui demandaient, il a aidé activement les maires des communes de sa circonscription et leur population. A l'Assemblée Nationale et dans les organismes internationaux où il siège, il a, par son action personnelle, pleinement rempli le mandat qui lui a été confié et cinq fois renouvelé.

Son remplaçant éventuel : **N. SUSINI**

Napoléon SUSINI, né le 6 Février 1924, est le fils d'un très modeste employé de Préfecture, orphelin de mère très tôt, il passe son baccalauréat puis sert comme engagé volontaire pendant 3 ans. Ensuite, tout en gagnant sa vie comme employé, il obtient grâce à un labeur acharné sa licence en droit et se présente aux plus hauts concours de l'Etat ce qui lui permet d'être admis à l'Inspection Générale des Finances en 1955. A ce titre, il occupe d'importantes fonctions notamment au Ministère des Finances. Fidèle à ses origines et à ses aspirations, il adhère dès 1956 au Parti Socialiste et devient, en 1965, Premier Adjoint de Tony LARUE à la Mairie de GRAND-QUEVILLY et, à ce titre, il apporte son concours constant et efficace dans l'œuvre de construction de la ville. Marié à une grand-quevillaise, il est père de deux enfants.

Napoléon SUSINI est Chevalier de la Légion d'Honneur et Chevalier de l'Ordre National du Mérite.



Pour le progrès social dans la liberté votez tous le 4 Mars
pour Tony LARUE

TONY LARUE, CANDIDAT DE L'UNION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE (PARTI SOCIALISTE ET RADICAUX DE GAUCHE) PRESENTE LE PROGRAMME COMMUN DE LEGISLATURE.

Où en est l'U.D.R. après 15 ans de pouvoir ?

La majorité U.D.R. et ses alliés ont été incapables de satisfaire aux aspirations des Français :

Après quinze ans d'un pouvoir sans limites, la majorité révèle son incapacité à répondre aux aspirations légitimes des Français. Prisonnière des intérêts financiers qui se sont infiltrés partout et dont les scandales immobiliers ne sont qu'un aspect : Elle a dévalué deux fois le franc, laissé se développer **une inflation jamais connue qui a engendré une hausse extraordinaire des prix,** institué des injustices fiscales qui deviennent intolérables, gaspillé les chances que donne le développement économique par des choix incohérents et coûteux (Concorde, filière atomique, freinage de l'élevage qui aboutit à une hausse exhorbitante des prix de la viande...).

Pour en finir avec cette désastreuse politique les Forces de gauche se sont unies et ont élaboré un programme pour la prochaine législature dont voici l'essentiel :

I — PLUS D'EGALITE ET DE JUSTICE DANS LES MOYENS D'EXISTENCE

Salaires - Revenus et prestations sociales

Actuellement, conséquences de la « politique sociale » du Gouvernement depuis 15 ans :

« 60 % de la population dispose de revenus égaux à ceux des 5 % des plus fortunés ». Pour remédier à cette situation, le Parti Socialiste et les Radicaux de Gauche proposent les mesures suivantes :

- Aucun salaire inférieur à 1 000 F par mois
- Egalité des salaires masculins et féminins
- Retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes et sans abattement.
- Aucune retraite ni allocation vieillesse inférieure au salaire minimum
- Allocations familiales revalorisées et indexées sur les salaires
- Remboursement des dépenses maladie à 80 % et progressivement à 100 %
- Aide suffisante aux personnes âgées en matière de logements, de transports, de services sociaux et de soins médicaux et chirurgicaux
- Allocation ou prise en charge pour les handicapés dans l'impossibilité de travailler
- Intégration des commerçants, petits industriels et artisans dans le régime général de la Sécurité Sociale.

Fiscalité

- Suppression des privilèges fiscaux abusifs dont bénéficient les grandes sociétés
- Suppression ou allègement de la T.V.A. sur produits alimentaires
- Création d'un impôt sur les grosses fortunes

II — PLUS D'EGALITE ET DE DIGNITE DANS LE TRAVAIL

Démocratie dans l'entreprise

- Réforme du droit licenciement
- Sanction du non-respect des conventions collectives
- Accroissement des responsabilités des travailleurs dans l'Entreprise ; à cet effet, des expériences d'auto-gestion seront conduites au sein du secteur nationalisé et dans le secteur privé, les pouvoirs des organisations syndicales et des comités d'entreprises seront élargis et garantis.

Emploi et conditions de travail

- Réduction progressive de la durée du travail qui sera ramenée à 40 heures en cinq jours sans perte de salaire
- Suppression du chômage et notamment du sous-emploi chronique chez les femmes et les jeunes
- Humanisation des cadences pénibles par le Droit du Travail
- Formation permanente efficace qui assure l'adaptation constante des travailleurs à une technologie en évolution rapide ce qui constitue le facteur de la promotion sociale nécessaire

III — EGALITE DES CHANCES DEVANT LA VIE

- Imposition des grands héritages industriels et financiers pour éviter l'accumulation du pouvoir économique au profit de quelques-uns.
- Démocratisation de l'Education Nationale afin que les voies de l'enseignement supérieur soient ouvertes en fonction des capacités des enfants et non de la situation sociale des parents
- Réorganisation des classes et des enseignements qui mette fin au gâchis des intelligences exprimées par un nombre anormalement élevé de redoublements et d'échecs aux examens
- Préparer l'adaptation à la vie professionnelle des jeunes par un effort privilégié pour l'enseignement technique.
- En cours de vie professionnelle, ouvrir par la formation permanente, toutes les possibilités de promotion sociale.
- Rendre à la fonction enseignante sa dignité, arrêter sa dévalorisation matérielle et lui donner les moyens d'assumer sa mission.

IV — UNE ECONOMIE AU SERVICE DE TOUS

- Nationalisation des neuf entreprises qui par leur puissance imposent la loi de leur intérêt dans la définition des choix économiques de l'Etat. Il n'y aura ni étatisme, ni bureaucratie ; comme pour Renault, ces entreprises se gèreront elles-mêmes et devront affronter la concurrence nationale et internationale. Comme en 1936 et en 1945 ces nationalisations, justement indemnisées, ne porteront pas atteinte à la propriété individuelle.
- Planification démocratique qui permet des choix cohérents répondant aux besoins véritables de la population et assure une croissance plus rapide de l'économie grâce à la pleine utilisation des capacités de production et à l'essor des initiatives individuelles libérées de la tutelle des grands groupes.

V — UN CADRE DE VIE ADAPTEE AU MONDE ACTUEL

Equipements collectifs

Rattrapage du retard considérable de la France par rapport aux Pays voisins pour les équipements collectifs (logements et urbanisme, téléphone, hôpitaux, crèches...) par la construction de 700 000 logements dont les 3/4 H.L.M. locatives, de 1 000 crèches, la lutte contre la spéculation foncière et les bénéfices scandaleux quelle engendre notamment par la municipalisation des sols, l'accroissement — grâce aux économies ainsi réalisées — des crédits alloués en faveur des hôpitaux, des maisons de retraite pour personnes âgées, du téléphone et de l'Urbanisme.

La qualité de la vie

Assurer que l'élévation du niveau de vie, l'extension des équipements collectifs et la réduction du temps de travail s'accompagnent d'une amélioration de la qualité de la vie par une politique active de sauvegarde de l'environnement, de lutte contre les pollutions, de mise en place d'installations sportives, culturelles et de loisirs ouverts à tous, par le développement de l'activité de citoyens et de jeunes, par la décentralisation et le renforcement de l'autonomie des communes au sein de régions démocratiquement gérées.

VI — UNE VIE PUBLIQUE MORALISEE GARANTISSANT LES LIBERTES ET LA STABILITE DES INSTITUTIONS

- Une application stricte de la Constitution qui assure l'équilibre des Pouvoirs entre le Président de la République, élu au Suffrage Universel et Chef de l'Exécutif et le Parlement en restituant à celui-ci ses pouvoirs de contrôle et d'initiative législative.
- Etablissement d'un contrat de législature qui garantira l'application du programme adopté par les citoyens et la stabilité gouvernementale.
- L'information et notamment l'O.R.T.F. soustraites à la domination de l'argent et aux pressions du pouvoir politique.
- L'institution d'une Cour suprême garantissant le respect des règles constitutionnelles et des libertés publiques, individuelles et collectives.
- Une loi électorale nouvelle assurant une juste représentation des électeurs : actuellement, un député de la majorité est élu par 60 000 personnes et un député de l'opposition par 300 000.
- Rétablir l'indépendance de la magistrature vis-à-vis du pouvoir politique.
- Rendre la police et les forces de l'ordre à leur mission républicaine de protection des citoyens.

VII — POLITIQUE ETRANGERE DE PAIX ET DE COOPERATION

- Conversion progressive de l'industrie nucléaire militaire en industrie atomique pacifique.
- Désarmement général, simultané et contrôlé. Participation à la Conférence de GENEVE. Signature des accords sur la cessation des essais nucléaires.
- Sécurité collective et coexistence pacifique. Réforme de l'Alliance Atlantique.
- Construction d'une Europe des peuples libérée de la tutelle des grandes sociétés capitalistes multinationales. Entente avec les pays de l'Est.
- Action concertée en direction du Tiers Monde et lutte contre la faim et l'ignorance.

VIII — CE PROGRAMME EST REALISTE ET REALISABLE

- **Il est réaliste car : il répond aux aspirations et aux besoins réels des Français et des Françaises.**
- **Il ne prétend pas que tout sera réalisé du jour au lendemain ; certaines mesures sont immédiates : S.M.I.G. à 1 000 F — prise en charge des soins par la Sécurité Sociale à 80 % — relèvement des retraites...**
  d'autres s'étalent sur trois à cinq ans : réduction des horaires de travail ; développement des équipements collectifs.
- **Il est réalisable, sans rupture de l'expansion, sans collectivisme, sans bureaucratisation contrairement aux affirmations de l'U.D.R. et de ses alliés car : Les moyens financiers nécessaires à sa mise en œuvre seront prélevés sur les grands intérêts qui, à travers la majorité actuelle orientent contre les Français la politique du pays grâce :**
- **à la réforme de la fiscalité**
- **à la nationalisation des grandes sociétés et des banques d'affaires**
- **à la cohérence des choix économiques.**

Dès le **1[er] TOUR** vous voterez **massivement**

pour que le 4 Mars **TONY LARUE**

arrive en tête de tous les Candidats.

Vu le candidat,

CORNIER-ROUEN